

Le Courier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 93 -

12 octobre 2007 - Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Coordination Française Marche mondiale des femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

MOBILISATIONS

1 - Préparation de la journée internationale contre les violences faites aux femmes

2 - Communiqué de presse : Madie FOFANA doit être régularisée !

TEXTES

3 - Sale guerre contre les femmes au Kivu en RDC - de la MMF de RDC

4 - Santé des femmes lesbiennes et bisexuelles : quelles différences avec les hétérosexuelles ?

5 - Prostitution : adoption d'un rapport très contestable - info du LEF

COLLOQUES, REUNIONS, MEETINGS...

6 - « Discriminations dans l'emploi : sexismes et homophobie. Déni ou réalité ? »

7 - Colloque « Femmes et VIH-10 ans après » - 30 novembre et 1er décembre 2007

FILMS, LIVRES, SORTIES...

8 - 19^{ème} Festival International du film lesbien et féministe de Paris

9 - Livre de Wassyla Tamzali, *Une Education algérienne*

10 - Livre de Irène Théry : « La distinction de sexe »

11 - Spectacle "Puisque tu es une fille "

12 - Film : « La révolution du désir. 1970 : la libération homosexuelle. »

13 - Rappel : Une librairie féministe à Paris : Violette and Co

MOBILISATIONS

1 - Préparation de la journée internationale contre les violences faites aux femmes

La prochaine réunion unitaire pour préparer le rassemblement du 24 novembre contre les violences faites aux femmes aura lieu le mercredi 7 novembre à 18h à la Bourse du Travail, 2 rue du Château d'Eau, Paris, M^e République.

2 - Communiqué de presse : Madie FOFANA doit être régularisée !

A l'attention de : Monsieur le Préfet de l'Isère

Madie FOFANA vient d'avoir 20 ans. Depuis 13 jours, elle est enfermée au centre de rétention administrative de Nîmes et vit sous la menace d'une expulsion vers le Sénégal à tout instant. Or ce qui l'attend là bas, c'est un mariage forcé.

A 13 ans, elle a été promise en mariage et envoyée en Guinée dans sa future belle famille. A 16 ans, elle a été emmenée en France soit disant pour qu'elle aille à l'école. Mais c'est tout autre chose qui attendait Madie : un mariage forcé avec un homme de plus de 60 ans ayant déjà deux épouses et de nombreux enfants.

Madie a refusé ce mariage et réussi à y échapper grâce à l'aide de sa soeur chez qui elle vit depuis. Elle comprend et parle parfaitement le français. C'est une jeune fille semblable à toutes les jeunes filles de son âge vivant en France. Elle a été élève au lycée Mounier de Grenoble, est insérée dans la

société, a des ami-es... Elle suit des cours au centre social de Fontaine (38) qui la prépare à rechercher un emploi.

Toutes ses attaches personnelles et familiales sont en France. Elle bénéficie du soutien de sa sœur et de son beau-frère qui l'ont recueillie et prise en charge.

Les démarches de régularisation entreprises depuis sa majorité n'ont pas abouti. Le 2 octobre dernier, Madie FOFANA a été arrêtée au guichet de la Préfecture de l'Isère à Grenoble et emmenée le jour même au CRA de Nîmes. Depuis, elle est menacée à tout instant de reconduite à la frontière.

Au Sénégal, cette toute jeune femme, orpheline et sans frères ni sœurs au pays, ne pourra compter que sur la « protection » de son oncle, frère aîné de son père décédé, qui aura autorité sur elle et qui est précisément l'homme qui a décidé et organisé le mariage forcé auquel elle a échappé à son arrivée en France en avril 2003. Pour son oncle et son « futur mari », ce projet de mariage n'est que différé, il reprendrait tout son sens avec le retour de Madie au pays.

Parce que l'expulsion de Madie FOFANA est impensable au regard du respect des droits de la personne et des conventions internationales, nous vous demandons, Monsieur Le Préfet, de libérer, protéger et régulariser Madie, en application du décret du 13 septembre 2007, relatif à l'admission au séjour, à la protection, à l'accueil et à l'hébergement des étrangers victimes de la traite des êtres humains...

RESF 30 et 38 soutenus par de nombreuses organisations et associations locales

TEXTES

3 - Sale guerre contre les femmes au Kivu en RDC - de la MMF de RDC

Enlevées, violées, battues, tuées, en fuite... Les miliciens hutus ne se contentent pas d'occuper les terres et d'extraire les minerais, ils s'attaquent aux femmes, pilier de la société. Cachée dans une petite maison aux murs de terre battue quelque part à Walungu, Laurence [nom d'emprunt], 18 ans, parle en baissant les yeux. Une femme au visage ridé fait sauter sur ses genoux un bébé dont les autres mamans se détournent. « Il est rejeté par tout le monde, dit Laurence, car on sait que c'est l'enfant du viol, que son père était un assassin ». Elle-même, on l'appelle «sida», «putain des Interahamwe».

Dans son village, on la tient pour responsable de la mort des 17 personnes de sa famille qui ont été massacrées en guise de représailles, lorsqu'elle a réussi à fuir la forêt après huit mois d'captivité. «Ma soeur Byeka, l'enfant de ma cousine, que l'on appelait Merci, mon oncle, sa femme et ses deux enfants, ma grand-mère... Tous ont été tués, à ma place... ». Laurence tremble sous son bonnet de laine rouge : « Même ici, ils me cherchent, ils veulent savoir où est le bébé, ils tiennent beaucoup aux garçons. »

Le cauchemar a commencé à Kaniola le 14 avril 2006 : «Soudain, ils sont arrivés, des types bien armés, qui parlaient kinyarwanda, et portaient des sortes de tresses, ils se faisaient appeler Rastas. De force, ils nous ont tirées vers la forêt. Dans un campement d'une trentaine de personnes, j'ai reconnu d'autres filles du village, des jeunes de 14 ans, prisonnières elles aussi.

Ils ont brûlé nos habits en disant qu'il y avait des «sorcelleries» dedans et nous ont donné des trainings rouges. Celui qui m'a fait sortir de la maison a dit que je lui appartenais. Je ne connais que l'un de ses surnoms, Shetanyi, Satan... Si je le regardais en face, il me battait. »Le matin de notre arrivée, une de mes compagnes a été jugée trop noire, trop laide, personne n'en voulait et ils l'ont abattue sur-le-champ. Comme des esclaves, il nous fallait chercher de l'eau, porter des fagots de bois, faire la cuisine. Et être violée, à tout moment, par mon propriétaire et par les autres. Quand j'ai vu que j'étais enceinte, je ne voulais plus bouger.

L'homme m'a alors montré un enclos plein de crânes et m'a promis de finir là si je désobéissais.» Un jour, Laurence a joué le tout pour le tout, fuyant à travers la forêt. «Au village, mes parents

m'ont crié de partir tout de suite, ils craignaient d'être punis. J'ai fui jusqu'à Walungu, où j'ai appris le massacre de ma famille...»

Serrées dans une petite cour, loin de la grand-route, unetrentaine de jeunes femmes, dont beaucoup sont enceintes ou accompagnées d'un bébé, vivent comme Laurence, dans la peur d'être reprises par leurs bourreaux, ne sachant où aller car personne ne veut d'elles.

Même à Bukavu, ces femmes ne sont pas en sécurité : dans un dortoir, nous retrouvons quatre autres rescapées de Kaniola. L'une d'entre elles, qui s'était aventurée dans la ville, a failli être tuée par le conducteur d'une «moto-taxi» qui l'avait reconnue : «Les Interhamwe de la forêt ont des indicateurs en ville, souvent des moto-taxis, ils cherchent à savoir où sont les enfants et veulent tuer celles qui ont fui, qui pourraient les dénoncer.» Didi [nom d'emprunt] a tellement peur qu'elle n'ose plus quitter sa couchette : «Alors que je m'enfuyais dans la forêt, j'ai rencontré des militaires. Ils m'ont attrapée et obligée à dénoncer le campement des Rwandais. Après la bataille, les soldats m'ont ramenée à Bukavu.

Par la suite, 28 personnes ont été tuées dans mon village, pour leur faire payer ma «trahison». Kaniola, le village d'origine de ces filles perdues, se trouve tout au bout de la piste qui mène à la grande forêt tropicale, près du parc de Kahuzi Biega, repaire de tous les groupes armés de la région. A la sortie de Walungu, nous avons dépassé le camp de la Monuc, la Mission des Nations unies au Congo, ses tentes blanches, ses blindés, ses Casques bleus pakistanais considérés comme des sortes d'extraterrestres et qui n'ont jamais sauvé personne.

Au loin, on aperçoit des champs vides, où les femmes n'osent plus se rendre, de crainte d'être enlevées. A tout moment, le silence est troublé par les vrombissements des petits porteurs qui plongent vers les pistes de brousse pour emporter vers le Rwanda les minerais, coltan et cassitérite, déterrés par les creuseurs. Le chef de groupement, Deogratias Kabika, sort son cahier d'écolier, soigneusement tenu à jour. En 2004, il a compté 236 maisons brûlées, 227 villageois tués, 2000 cas de femmes violées ou emmenées comme esclaves domestiques ou sexuelles. Depuis lors, le bilan s'élève à 617 tués...

Les forces armées congolaises ont désormais un campement à Kaniola, et elles osent se rendre dans la forêt pour combattre. Mais Deogratias constate qu'«en face», on a changé de tactique et il exhibe le tract qu'il vient de recevoir : «Comme ils ont eu des pertes, ils menacent de revenir pour tuer. Ils ont aussi besoin d'argent : ils nous réclament 2000 dollars pour nous rendre cinq femmes enlevées.» Tous les hameaux de la région sont vides, leurs habitants se sont repliés à Kaniola, sous la protection des militaires. Dans une salle de classe aux murs pelés, des dizaines de paysans nous décrivent leur détresse: la vieille M. a renoncé à cultiver, car ils volaient son manioc dès qu'il avait poussé; Bernadette M. qui vivait près de Ninja a fui après qu'en février 2007 sept hommes armés ont, sous ses yeux, brûlé son père et sa mère; Bahati a fui en juillet 2006, après que des assaillants ont enlevé sous ses yeux sept personnes, dont sa plus jeune fille ; Isabelle raconte qu'en une nuit les assaillants ont égorgé 14 personnes...

Plus aucun d'entre eux n'oserait retourner dans sa maison : «Ils ont récolté notre manioc, nos haricots, nos patates douces, emmené nos vaches. Parfois ils ont pris nos terres et commencé à les cultiver. A Ninja, ils ont déjà commencé à planter des palmiers, preuve qu'ils veulent rester longtemps...». A l'orée du village, Pierre Byamungu, un pharmacien de Bukavu, a ouvert un petit centre où il accueille des femmes en détresse et une vingtaine d'orphelins, pour la plupart issus de viols dans la forêt. Les gosses jouent dans la poussière et rigolent. Un petit de 3 ans se précipite, solennel, pour nous serrer la main, sous les applaudissements des autres, «il a vu passer tant de délégations, dit Pierre, qu'il les imite et que tout le monde l'appelle «député». L'ennui, c'est que rien ne change...»

Le commandant Adrien, lui, n'y comprend rien. Adjoint du colonel Kahasha, dit Foca Mike, à la tête de la 14e Brigade intégrée, ses hommes et lui entendent protéger la population et ne craignent pas de se rendre dans la forêt pour y poursuivre les assaillants. «Nous nous battons, nous leur

infligeons des pertes... La dernière fois, nous savions que le groupe de Rastas avait été réduit à huit hommes. Plus tard, nous avons constaté que leur nombre était remonté à 17. Autrement dit, ils ont reçu des renforts...» A Nzibira, le major Antoine, qui commande le 112e Bataillon intégré, se pose les mêmes questions. Lui, il se sent encerclé : «Toutes les collines autour de ma position sont contrôlées par les Hutus des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), ils ont chassé ou tué les chefs coutumiers. D'ici à Shabunda, ils ont installé 11 barrières, chaque fois, il faut payer 2 dollars pour faire passer une vache. Dans leur zone, ils ont établi une administration, des registres d'état civil et enregistrent même des mariages. Nous ne pouvons pas les attaquer, car en principe les FDLR sont des réfugiés politiques, et la communauté internationale les protège. D'ailleurs, la Monuc les rencontre souvent pour des réunions et on nous dit qu'ils reçoivent même des vivres...». Les officiers congolais ont identifié deux catégories de Rwandais : les FDLR (représentés en Europe et qui exigent un dialogue politique avec Kigali) et les «Rastas», des groupes armés hétéroclites où se retrouvent des auteurs du génocide de 1994, des jeunes nés en exil et des bandits de tout acabit. Sur le terrain, cette distinction apparaît bien subtile : tous ces gens parlent le kinyarwanda et il est vraisemblable que ces divers groupes s'interpénètrent. Les militaires congolais se demandent aussi si les atrocités commises par les Rastas (généralement à la veille d'une visite importante ou d'une négociation internationale) ne sont pas téléguidées dans le but de discréditer les FDLR et de torpiller toute négociation politique. Le commandant Adrien, lui, se souvient que, en avril 2004, «nous avions capturé un certain Chibungo, qui fut remis à la Monuc et ramené au Rwanda. Nous venons de le retrouver ici, à la tête d'un groupe de Rastas...»

Un petit peu de rêve pour les mutilées

Un vrai champ de bataille : les hommes en armes se livrent à des pratiques épouvantables. Colette Braeckman Depuis 1994, les populations du Kivu paient le prix du génocide au Rwanda : leurs terres ont été occupées par les réfugiés hutus, leurs ressources naturelles pillées. Les Kivutiens ont vécu la guerre, l'occupation, la violence des groupes armés, Laurent Nkunda et ses soldats tutsis (et hutus) au Nord-Kivu, mais aussi les miliciens hutus, rêvant toujours d'une revanche sur Kigali. Dans l'est du Congo, le corps des femmes est devenu un autre champ de bataille: les hommes en armes violent, torturent, mutilent. Ils font éclater les vagins avec des bâtons, cassent des fillettes impubères, enlèvent des adolescentes pour les engrrosser. Par centaines, des femmes désormais rejetées par leur milieu se retrouvent à l'hôpital de Panzi, à Bukavu. Leur système utérin brisé, les urines s'écoulent sans contrôle et, dans l'attente d'une opération, elles circulent un sachet de plastique sous la jupe...

La RTBF leur a apporté un peu de réconfort, voire de rêve : des caisses de savons, des produits d'hygiène, des pagnes et des casseroles, dons privés envoyés à Bukavu à la suite d'un reportage de Maryse Jacob et Philippe Vanderbeck, avec le soutien de la coopération belge. Godelieve, 34 ans (photo), a été jetée dans le feu, après avoir été violée. Les doigts d'une main ont éclaté sous les brûlures, l'autre bras a dû être amputé à cause de la gangrène. Le mari a rejeté une épouse abîmée, violente. Cette femme qui a atteint le fond de l'horreur ne peut cependant s'empêcher d'espérer : «Lorsque je serai réparée, peut-être que mon mari me reprendra... Grâce aux cadeaux venus de Belgique, je serai propre et parfumée»... Colette Braeckman, envoyée spéciale à Walungu, Kaniola et Nzibira (Sud-Kivu, RDC Congo)Mardi 25 septembre 2007

4 - Santé des femmes lesbiennes et bisexuelles : quelles différences avec les hétérosexuelles ?

Parution d'un rapport international distribué par le Centre LGBT Paris IDF

En elle-même, l'orientation sexuelle n'a d'influence directe ni sur le cancer ni sur aucune autre maladie. Toutefois, la double discrimination fondée sur le genre et l'orientation sexuelle peut avoir

des effets significatifs sur le bien-être mental et physique, ou encore empêcher certaines femmes de demander l'aide des professionnels de santé. C'est parce que leurs spécificités sont particulièrement méconnues ou ignorées, même par les femmes concernées, que l'ILGA a publié en 2006, en anglais, le rapport "Lesbian and bisexual women,s health : common concerns, local issues". En ce mois d'octobre qui célèbre le mois international de prévention du cancer du sein, nous avons le plaisir de vous annoncer que, grâce au soutien de la Fondation Belge contre le Cancer et des associations Belge "Tels Quels" et Française "Centre LGBT Paris IDF-France" (CGL Paris), ce rapport est maintenant disponible en français : " La santé des femmes lesbiennes et bisexuelles : questions locales, préoccupations communes ".

L'ILGA a rassemblé des informations provenant d'organisations LGBT du monde entier, en vue de les partager. En effet, la connaissance de telles informations ne dépasse que rarement le plan local et n'est pas disponible au plan national et encore moins international. Il est important de recenser et présenter les actions entreprises pour le bien-être mental et physique des femmes lesbiennes et bisexuelles.

Vous pouvez télécharger le rapport en français sur:

http://doc.ilga.org/ilga/publications/publications_en_francais/la_sante_des_femmes_lesbiennes_et_bisexuelles

Si vous préférez obtenir un exemplaire papier, vous pouvez vous le procurer au Centre LGBT Paris-IDF qui le distribue.

En outre, nous vous invitons d'ores et déjà à prendre date pour un débat avec l'ILGA sur ce rapport lors de la semaine d'actions et d'information qui sera proposée au Centre dans le cadre de la journée mondiale contre le sida du 1er décembre.

5 - Prostitution : adoption d'un rapport très contestable - info du LEF

La Commission sur l'égalité des chances des femmes et des hommes de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté un rapport dans laquelle il fait une différence entre prostitution forcée, traite des êtres humains et travail du sexe. Le vote du rapport de l'APCE, ainsi que ses recommandation et résolution, s'est tenu le 5 octobre lors de la session ordinaire de l'AP.

Le LEF remercie toutes celles (et ceux) qui ont agi pour empêcher l'adoption de ces documents de l'APCE. Nous regrettons que le rapport ait été adopté sans amendements. La résolution elle-même, ainsi que la recommandation, fait une distinction claire entre la prostitution forcée et la prostitution "volontaire", prend position contre l'approche abolitioniste et prohibitioniste et plaide pour une approche de réglementation de la prostitution comme un travail, basée sur le respect du choix. Vous trouverez la résolution adoptée 1579 (2007) et la recommandation 1815 (2007), "Prostitution - quelle attitude adopter?" respectivement sur le site:

<http://www.assembly.coe.int/Main.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta07/FRES1579.htm>

COLLOQUES, MEETING, DÉBATS...

6 - « Discriminations dans l'emploi : sexism et homophobie. Déni ou réalité ? »

Le CNIDFF co-organise un colloque le 30 octobre 2007 sur le thème des « Discriminations dans l'emploi : sexism et homophobie. Déni ou réalité ? »

Pour la première fois en France, un projet national met en évidence les passerelles existantes entre les mécanismes de discriminations liés au genre et à l'orientation sexuelle. Les premiers résultats de l'enquête " Baromètre Discriminations" effectuée en 2007 auprès de 2000 salariés cadres et non-cadres seront présentés en exclusivité lors de ce colloque.

Les partenaires du projet DELEDIOS, L'AUTRE CERCLE, ARBORUS, l'ANDRH et le CNIDFF co-organisent ce colloque le mardi 30 octobre 2007 de 14h à 18h, à l'Hotel de Ville de Paris (auditorium, 5 rue de Lobau, 75004 Paris, Métro Hôtel de Ville).

7 - Colloque « Femmes et VIH-10 ans après » - 30 novembre et 1er décembre 2007

Les femmes touchées et concernées par le VIH entendent être prises en compte avec toutes les questions qui se posent à elles en tant que femmes.

En 1997, il y a 10 ans, la Direction Générale de la Santé (DGS) en partenariat avec le Centre Européen pour la Surveillance Épidémiologique du Sida (CESES) et Sida Info Service, organise le colloque « Femmes et infection à VIH en Europe ». Pour la première fois la question des femmes face à cette épidémie est mise en avant et en relation avec l'avancée de la recherche. Des scientifiques, des médecins, des institutionnels, des associatifs se réunissent pour faire apparaître la question des femmes vivant avec le VIH, jusqu'ici restées les « oubliées de l'épidémie ».

La préoccupation, jusqu'à cette époque, est de considérer les femmes essentiellement au regard de la transmission materno-fœtale. De ce fait la question des femmes atteintes dans leurs corps, leur vie sociale, affective et sexuelle est largement occultée.

La décennie qui suit voit l'épidémie se féminiser et exploser dans les pays du Sud. La transmission mère-enfant est largement réduite grâce aux avancées de la recherche. Enfin la généralisation des trithérapies, permet d'envisager une espérance de vie plus longue au Nord. Les préoccupations qui s'imposent alors aux femmes touchées par le VIH ne se réduisent pas à la maternité mais concernent leur travail, les relations avec leur entourage, leurs relations affectives.

En 2003 le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF), association généraliste dans le champ des droits des femmes, invite des associations de lutte contre le sida afin de partager leurs préoccupations concernant les questions relatives à la vie des femmes concernées par le VIH.

Ainsi se crée le premier collectif inter associatif réunissant Act Up-Paris, Aides, le Kiosque, le MFPF et Sida Info Service, visant à inscrire le combat contre le VIH dans la lutte pour le droit des femmes.

Les premiers Etats généraux « Femmes et sida » se déroulent le 7 Mars 2004 avec plus d'une centaine de participants, hommes et femmes. La volonté revendiquée lors de cette première journée de réflexion est de mettre au premier plan la parole des femmes vivant avec le VIH. C'est à la première personne que les femmes concernées s'expriment, en tant qu'expertes de leur maladie et de leur vie, face aux institutionnels, aux médecins et chercheurs venus suivre la journée. Les échanges portent sur les traitements et leurs effets indésirables, mais aussi sur le vécu de la sexualité, le désir d'enfant et les différences Nord/Sud et Est/Ouest.

Parmi les points forts de ces Etats généraux il y a l'affirmation que les femmes séropositives veulent participer activement à leur parcours de soin, mais aussi qu'elles refusent d'être des victimes face à cette maladie. Conscientes que ce n'est que le début d'un combat pour se faire entendre, les femmes présentes rappellent l'importance de transformer les normes et représentations sociales, de se faire entendre et donc de prendre la parole.

De nombreuses rencontres ont eu lieu depuis à Paris et en province (Bordeaux, Marseille, Montpellier, Lyon, Grenoble, Sète etc...), avec le même objectif d'organiser des ateliers de libre parole des femmes séropositives. Le travail collectif des associations permet de passer de la parole à la revendication.

Aujourd'hui, Act Up-Paris, le MFPF et Sida Info Service, rejoints par 16 associations de femmes et associations de lutte contre le sida, soutenus par la DGS et Sidaction, organisent le colloque « Femmes et VIH-10 ans après ». Nous avons besoin de faire circuler et de rendre accessible à toutes, les connaissances existantes (connaissances médicales, épidémiologiques, sociologiques...), mais aussi et surtout d'entendre et de faire entendre la parole des femmes vivant avec le VIH.

Pour cela, les journées de réflexion seront organisées en deux temps.

La première journée sera l'occasion de faire un état de la situation à partir d'interventions de chercheurs et de professionnels, autour de quatre tables rondes, présentées et animées par des femmes concernées :

- La Recherche : place des femmes et prévention ;
- Femmes, sexualité et VIH ;
- Visibilité des femmes séropositives et/ou concernées
- La mutualisation des actions.

La deuxième journée, destinée aux femmes séropositives et/ou concernées par le VIH permettra de faire émerger leurs paroles, leurs préoccupations et leurs revendications. En ateliers, réparties, les femmes pourront selon leurs envies participer aux ateliers dont les thèmes seront :

- Les représentations de la maladie ;
- Prévention et réduction des risques ;
- Corps, désir et séropositivité ;
- Le dire, ne pas le dire, témoigner

A l'issue de cette seconde journée, nous, femmes séropositives et concernées par le VIH établirons ensemble ce que nous souhaitons aujourd'hui.

En 1997, le Colloque « Femmes et infection VIH en Europe » a permis de mettre en évidence les spécificités de l'infection à VIH chez les femmes. En 2004, les premiers « Etats Généraux Femmes et sida » ont libéré une parole qui depuis ne cesse de circuler. En 2007, nous rédigerons ensemble nos revendications et nos recommandations.

Les propositions du communication (une page soit env 2500 signe) sont à envoyerA la suite de ces deux journées des Actes seront publiés.

Programme du colloque et renseignements sur : colloque-femmes-et-vih@ras.eu.org. Egalement au téléphone : 01 48 07 80 79.

FILMS, LIVRES, SORTIES...

8 - 19^{ème} Festival International du film lesbien et féministe de Paris

Du 31 octobre au 4 novembre 2007 au Trianon 80 boulevard Rochechouart 75018 Paris Métro Anvers. Tout le programme sur : www.cineffable.fr.

9 - Livre de Wassyla Tamzali, *Une Education algérienne*

Wassyla Tamzali passe une enfance paisible et heureuse en Algérie. Tout bascule en 1957, le jour où son père, nationaliste qui oeuvre pour la libération de l'Algérie, est assassiné par une toute jeune recrue du FLN. Le livre s'ouvre sur ce drame et se ferme à l'issue de l'enquête de toute une vie sur le 'pourquoi' de ce meurtre. Pour l'auteur, l'assassinat du fils aîné d'une famille qui, bien qu'algérienne, dominait la ville, habitait une ferme coloniale et vivait 'à la française' ne pouvait avoir qu'une signification : le mythe du retour de l'âge d'or de la Tribu archaïque.

Aux éditions Gallimard.

10 - Livre de Irène Théry : « La distinction de sexe »

Les Forums de société du Centre Pompidou vous proposent, à l'occasion de la publication de son livre, une conférence de Irène Théry : « La distinction de sexe », le jeudi 8 novembre 2007, 19h30, Petite salle, niveau -1, Entrée libre

« Qui sommes nous ? Homme ? Femme ? Homme dans un corps de femme ou femme dans un corps d'homme ? Est-ce vraiment notre sexe qui détermine notre identité ? Pour comprendre les questions d'identité que posent le féminisme et les nouvelles formes d'alliance et de parenté, Irène Théry repense de fond en comble les distinctions de sexe. Non plus attributs naturels mais

attributions sociales. On n'est pas un homme ou une femme, on agit comme un homme ou comme une femme. Mais aussi, et le plus souvent, comme une personne tout à la fois partenaire d'une vie sociale, congénère de l'espèce humaine, mâle ou femelle d'une espèce naturelle, et dépositaire des valeurs humaines.

Une signature aura lieu. Une collation légère sera offerte à l'issue de la soirée.

Renseignement :

Christine Bolron, 01 44 78 46 52, fax : 01 44 78 12 03, @ :

christine.bolron@centrepompidou.fr

11 - Spectacle "Puisque tu es une fille "

La compagnie La Maggese est très heureuse de vous annoncer la reprise de son spectacle " Puisque tu es une fille ", textes de Gisèle Halimi et Amelle Kared.

Notre spectacle, qui a été présenté entre autres à l'Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes et dans différentes associations et Mairies en Mars dernier, sera repris exceptionnellement le 9 novembre à 20h30, au théâtre de la Girandole, 4 rue Edouard Vaillant, 93100 Montreuil, M° Croix de Chavaux

12 - Film : « La révolution du désir. 1970 : la libération homosexuelle. »

Le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir présente « La révolution du désir. 1970 : la libération homosexuelle. » de Alessandro Avellis et Gabriele Ferluga, (France, 2007, 80 min) le vendredi 26 octobre 2007 à 20 h au cinéma Le Latina 20, rue du Temple Paris 4. Le film sera présenté par Alessandro Avellis et Gabriele Ferluga.

La révolution du désir est une exploration de la nébuleuse qui a donné vie aux mouvements de libération sexuelle en France et en Italie, une interrogation sur le passage de la révolte à la normalisation des homos. Au travers des actions de commandos délirants et d'essais aux titres évocateurs (« Le rapport contre la normalité », « Trois milliards de pervers »), s'esquiscent les portraits Françoise d'Eaubonne et de Guy Hocquenghem, intellectuels étonnantes et partisans inconditionnels de la révolution du désir.

« A l'heure des revendications sur le mariage et l'homoparentalité, que reste-t-il de la puissance révolutionnaire des homos ? Ce documentaire fait témoigner ceux qui ont participé à ce mouvement dans les années 70, et montre comment la solidarité et la convergence des luttes féministes (MLF) et homos (FHAR) ont permis de libérer les homosexualités. ». Article de Têtu, Ursula del Aguila, juin 2007

www.centre-simone-de-beauvoir.com

13 - Rappel : Une librairie féministe à Paris : Violette and Co

Et comme nous ne pouvons vous parler de tous les livres qui sortent, nous ne saurions trop vous recommander d'aller acheter vos livres à la librairie (également CD et DVD) Violette and Co, 102 rue de Charonne, 75011 Paris, M° Charonne ou Faidherbe-Chaligny. Bus 46, 56, 76, 86. tél : 0143721607, site : www.violetteandco.com/librairie/ ; Ouverture du mardi au samedi de 11h à 20h30 et le dimanche de 14h à 19h (fermée le lundi)

Elle sera présente pendant tout le festival de films lesbiens.